

DIRECTION
DES
CONTRIBUTIONS DIRECTES

N° II/1425-S38 HE/CG

Note de service

Objet: Application des conventions contre les doubles impositions aux organismes de placement collectif.

Vous trouvez ci-après une mise à jour des circulaires du 15 février 2000, réf. II/1425-S16 HE/CG et du 30 janvier 2001, réf. II/1425-S23 HE/CG, pour ce qui est des conventions contre les doubles impositions à l'endroit desquelles les SICAV/SICAF peuvent ou ne peuvent pas invoquer le bénéfice conventionnel.

1. Description

Un organisme de placement collectif doit opter pour l'une des formes juridiques suivantes:

- fonds commun de placement (FCP) qui est un ensemble de valeurs mobilières gérées en indivision pour le compte des détenteurs de parts ou indivisaires, lesquels seront alors engagés dans la limite du montant de leurs investissements; les FCP sont dépourvus de personnalité juridique propre et sont ainsi considérés comme des entités transparentes;
- société d'investissement à capital variable (SICAV), organisme ayant sa propre personnalité juridique et dont le capital social est égal à tout moment à la valeur de l'actif net investi;
- autres formes juridiques de sociétés d'investissement qui, elles, sont à capital fixe (SICAF).

On peut définir les OPC comme des organismes

- dont l'objet exclusif est le placement collectif en valeurs mobilières des capitaux qu'ils recueillent;
- qui recueillent ces capitaux par voie d'offres ouvertes au public;

- dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques; et
- dont les parts sont, à la demande des porteurs, rachetées directement ou indirectement à charge des actifs de ces organismes.

D'autre part, il y a les OPC où l'investissement ne se limite pas aux valeurs mobilières. Les trois éléments qui définissent ces organismes sont

- le placement collectif;
- la collecte de l'épargne du public; et
- la répartition des risques d'investissements.

L'autorité étatique chargée d'exercer les attributions de la surveillance des OPC, d'ailleurs soumis à certaines règles spécifiques, est la commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

2. Les fonds communs de placement

En ce qui concerne les différentes formes des OPC au regard de la Convention contre les doubles impositions, il y a lieu de noter ce qui suit.

Les OPC constitués sous la forme de « fonds communs de placement » ne peuvent sans doute pas personnellement bénéficier des avantages de la Convention (à l'exception de l'Irlande), puisqu'en raison du principe de la transparence fiscale ils ne sont pas traités comme unités imposables. Abstraction faite des problèmes d'ordre pratique, rien ne devrait cependant s'opposer à ce que les associés des fonds communs de placement invoquent personnellement le bénéfice de nos conventions, s'il s'agit de résidents du Luxembourg.

Ainsi, ni l'Administration des Contributions Directes, ni l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne peuvent émettre des attestations de résidence pour ce qui est des FCP. Ceci vaut également à l'égard de la Convention irlandaise-luxembourgeoise.

3. Les SICAV/SICAF

Par contre, la situation se présente d'une autre façon en ce qui concerne les OPC qui ont pris la forme de sociétés de capitaux (SICAV, SICAF). D'après le droit fiscal interne luxembourgeois, ils sont à considérer comme résidents du Luxembourg, s'ils ont au Luxembourg leur siège statutaire ou leur principal établissement, condition qui est toujours remplie.

Or, les SICAV/SICAF ne sont pas toujours en droit d'invoquer le bénéfice des dispositions conventionnelles. Il y a lieu de distinguer les catégories suivantes, et cela en exécution respectivement de la teneur des différentes conventions contre les doubles impositions et de leur interprétation.

A) *Applicabilité des conventions contre les doubles impositions en vertu d'un accord exprès de la partie contractante ou en vertu de l'interprétation d'un texte clair:*

- l'Allemagne
- l'Autriche
- la Chine
- la République de Corée
- l'Espagne (limitée - à voir circ. L.G.-Conv. D.I. n° 52 annexée)
- la Finlande
- l'Indonésie
- l'Irlande
- Malte
- le Maroc
- l'Ouzbékistan
- la Pologne
- le Portugal
- la Roumanie
- la République slovaque
- Singapour
- la Thaïlande
- la Tunisie
- le Viêt-Nam

B) *Non-applicabilité des conventions contre les doubles impositions:*

- l'Afrique du Sud
- la Belgique
- le Brésil
- le Canada
- le Danemark
- les Etats-Unis
- la France
- la Hongrie
- le Japon
- Maurice
- la Norvège
- les Pays-Bas (l'exception: requête collective des détenteurs de parts qui sont des résidents du Luxembourg)
- la République tchèque

le Royaume-Uni
la Suède

Dans ces cas, ni l'Administration des Contributions Directes, ni l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne peuvent émettre des attestations de résidence.

4. La procédure

Les attestations de résidence (le cas échéant à l'aide des formulaires existants - à joindre au moins une copie destinée au bureau d'imposition Sociétés VI), éventuellement requises pour bénéficier des dispositions conventionnelles au profit des O.P.C. constitués sous la forme de société de capitaux (SICAV ou SICAF), sont à adresser à l'Administration des Contributions Directes, Bureau d'Imposition Sociétés VI, L-2982 Luxembourg (tél. 40 800-3141).

Toute demande doit être accompagnée d'une attestation de la commission de surveillance du secteur financier (CSSF) certifiant que le requérant revêt la forme d'une SICAV/SICAF et est soumise à sa surveillance.

En ce qui concerne les demandes relatives aux retenues allemandes sur le revenu des capitaux mobiliers, la phrase suivante est à inscrire obligatoirement à chaque demande:

« La requérante n'est pas une société holding au sens de la législation particulière luxembourgeoise régie actuellement par les lois du 31 juillet 1929 et du 27 décembre 1937 ».

Pour ce qui des Etats avec lesquels le Luxembourg a conclu une Convention contre les doubles impositions , mais qui n'ont pas clairement indiqué si les SICAV ou SICAF peuvent se prévaloir du bénéfice conventionnel¹⁾, il appartient à l'Administration des Contributions Directes, Bureau d'Imposition Sociétés VI, L-2982 Luxembourg, de remplir des certificats de résidence sur la base du formulaire annexé. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'est donc plus habilitée à délivrer des attestations de résidence.

Luxembourg, le 24 octobre 2001

Le Directeur des Contributions,

¹⁾ la Bulgarie
la Grèce
l'Italie
la Fédération de Russie
la Suisse